



**10 SEPTEMBRE - UNE
LUTTE À EMBRASER**
Page 6



ÉQUIPER POUR AGIR
4 pages détachable



**RETRAITE À 60 ANS
DANS LA FPT**
Page 13

**fédération
des services
publics**

**la
cgt**

Service Public

JUILLET/AOÛT/SEPT. 2025 - N° 137 - 1 € - cgtservicespublics.fr

MAGAZINE

**Distribuez-
moi !**

GAZA

STOP GENOCIDE

Cher lecteur, chère lectrice, afin d'utiliser au mieux l'argent de vos cotisations, nous avons engagé un travail de réduction des coûts de production de votre journal. Pour cela, nous avons notamment réduit fortement l'épaisseur du papier et modifié légèrement le format. Par ailleurs, dans un souci d'impact minimal sur l'environnement, ce journal est imprimé par un imprimeur labellisé « Imprim'vert ». Les encres utilisées sont végétales et le processus d'impression n'utilise pas de produits toxiques. Cette démarche de respect de l'environnement, nous y prêtons attention pour l'ensemble de nos productions.



Sommaire

03 | Édito

05 | Lutte contre les idées d'extrême droite

La FDSP CGT réaffirme son opposition aux idées d'extrême droite

06 | Actualité sociale

Une première étincelle, une lutte à embraser !

09 | DOSSIER

Gaza - Stop au génocide

4 pages détachable

Formation syndicale - Équiper pour agir

13 | Statutaire/DLAJ - Retraite dans la Fonction publique territoriale accessible à partir de 60 ans

14 | Jeunes - Motion du Festi'Red 2025

15 | Ingénieur·es, cadres et technicien·nes

Défendons nos retraites - Stop à la financiarisation !

16 | Retraité·es - Abattement fiscal de 10 % pour les retraité·es : un véritable hold-up

17 | International - Avec Cuba, construisons une solidarité syndicale concrète

19 | À lire, à voir

Service Public **la cgt**
MAGAZINE



IMPRIM'VERT®
© 2022 - 1007

ÉDITEUR DE LA PUBLICATION :
FÉDÉRATION CGT DES SERVICES PUBLICS

ADRESSE POSTALE : 263, rue de Paris
Case 547 - 93515 MONTREUIL CEDEX
TEL. : 01 55 82 88 20 - FAX : 01 48 51 98 20
COURRIEL : fdsp@cgt.fr
SITE : www.cgtservicespublics.fr

DIRECTEUR DE PUBLICATION :
Amar YAZID

CRÉDITS PHOTOS :
Sauf mention expresse
© FDSP CGT
Une : Image par hosny salah de Pixabay

IMPRESSION, ROUTAGE :
RIVET PRESSE ÉDITION SARL
SIRET : 405 377 979 00019
ADRESSE POSTALE : BP 15577
24 rue Claude-Henri Gorceix
87022 Limoges CEDEX 9
TEL. : 05 55 04 49 50 - FAX : 05 55 04 49 60
accueil@rivet-pe.com

AUTRES MENTIONS :
DÉPÔT LÉGAL : À parution
ISSN : 1148-2370
COMMISSION PARITAIRE : 1229 S 07102
Périodicité : trimestriel

RESTONS EN CONTACT ET INFORMÉ·ES

Abonnement à notre lettre hebdomadaire électronique

<https://www.cgtservicespublics.fr/spip.php?page=lettreinfo>



fdspcgt



cgtservicespublics



@fdspcgt



fdspcgt

Le 10 septembre 2025 restera comme une date marquante. Une journée de grève et de mobilisation massive, portée par la colère légitime des agent·es territoriaux, hospitaliers, des retraité·es, des jeunes, des usager·es. Une journée qui a rassemblé plus de 250 000 personnes dans tout le pays, dans près de 200 rassemblements, contre le plan Bayrou, contre l'austérité, contre la casse sociale. Une journée qui a montré que la peur a changé de camp.

Mais cette journée n'est qu'un début. Car, pendant que Macron réarme, nous, nous désarmons socialement. Pendant que Lecomu est parachuté pour durcir la ligne, nous, nous appelons à durcir la lutte. Et même si le gouvernement a reculé sur la suppression du 8 mai, ce n'est pas une victoire diplomatique, c'est une victoire de la rue. Ce recul montre que la mobilisation paie, que notre mémoire antifasciste est vivante et qu'elle se traduira dans les AG, dans les grèves re-conductibles, dans les blocages. **La lutte ne s'arrête pas au 10. Elle continue le 11, le 12, le 18, le 25, le 2 octobre, le 9... jusqu'à la victoire.**

Nous ne voulons pas négocier des miettes. Nous voulons tout reprendre : nos droits, notre dignité, notre pouvoir de décider. Nous appelons à boycotter les instances qui neutralisent la co-

lère, à organiser partout des Assemblées Générales, à construire une grève massive, reconductible, ancrée dans les réalités de terrain. Nous mettons à disposition tous nos outils, toutes nos forces, pour que chaque syndicat, chaque militant·e, puisse s'organiser et faire grandir le mouvement.

Et pendant que nous luttons ici, là-bas, en Palestine, c'est un peuple entier qui résiste à l'extermination.

Le dossier central de ce numéro est consacré à Gaza. Parce que ce n'est pas un conflit, c'est un génocide. Parce que ce n'est pas une guerre, c'est une entreprise coloniale. Parce que ce n'est pas loin, c'est ici aussi que ça se joue. La Fédération CGT des services publics est pleinement engagée dans la campagne BDS. Nous appelons à boycotter les produits des colonies, à rompre les jumelages avec les villes israéliennes complices, à soutenir la flottille humanitaire, à faire pression sur les élu·es, à inonder l'Élysée de cartes-pétitions.

La solidarité syndicale ne se décrète pas, elle se construit dans les actes.

Nous saluons le courage des dockers de Fos-sur-Mer, des militant·es de 44 pays embarqués sur 25 bateaux, de notre camarade Cédric Caubère, représentant CGT à bord de la flottille. Nous appelons à amplifier la mobili-



Aamar YAZID

Bureau de la fédération CGT
des Services publics

sation, à faire entendre la voix du monde du travail contre les crimes d'État.

Défendre la Palestine, c'est défendre notre propre dignité de classe.

Camarades, ce numéro est celui de la colère lucide, de la solidarité active, de la construction d'un rapport de force. C'est le moment de transformer l'indignation en action, la rage en grève, la solidarité en victoire.

Organisons, mobilisons, construisons la grève : pour la Palestine, pour nos retraites, pour nos services publics, pour notre dignité. Rien ne se fera sans nous, tout se gagnera ensemble.

**VIVE LA PALESTINE,
VIVE LA FÉDÉRATION CGT
DES SERVICES PUBLICS,
VIVE LA CGT !**

**CESSEZ-LE-FEU
MAINTENANT !**



La fédération CGT des Services publics condamne depuis le début le génocide contre la population palestinienne de Gaza et appelle à la levée du blocus, au cessez-le-feu définitif et à la libération de tous les prisonniers israéliens et palestiniens.



Être là pour vous
protéger, quels
que soient vos
besoins, c'est ça
être assurément
humain.



ASSURANCE HABITATION

Du 1^{er} septembre au 31 octobre 2025

3 MOIS OFFERTS*



**Assurément
Humain**

*3 mois de cotisation offerts la 1^{re} année (hors droit d'entrée, frais d'échéance, coût d'avenant, frais de mensualisation, contribution attentats et fonds de solidarité) pour toute souscription entre le 01/09/2025 et le 31/10/2025 d'un contrat habitation DOMO PASS assurant une maison ou un appartement en résidence principale ou secondaire (hors logement en maison de retraite) ou d'un contrat habitation AMPHI PASS « Étudiant » (hors logement en école de fonctionnaire). Offre non cumulable avec toute offre en cours.

GMF ASSURANCES - Société anonyme au capital de 181 385 440 € entièrement versé - Entreprise régie par le Code des assurances - R.C.S. Nanterre 398 972 901 - APE 6512 Z - Siège social : 148, rue Anatole France - 92300 Levallois-Perret. Les produits distribués par GMF ASSURANCES sont assurés par GMF ASSURANCES et/ou LA SAUVEGARDE et/ou GMF VIE et/ou Covéa Protection Juridique et/ou AM-GMF @ Getty Images.

MOBILISATION RÉUSSIE DANS LES LANDES (40) LA FDSP CGT RÉAFFIRME SON OPPOSITION AUX IDÉES D'EXTRÊME DROITE

Le 16 juillet dernier, à Saint-Sever, plus de 160 personnes ont répondu à l'appel de l'Interorgas landaise pour un rassemblement populaire contre la venue du Rassemblement national (RN). Une mobilisation déterminée et conviviale, dans la rue, pour dire non à la haine, non à la banalisation de l'extrême droite.

Aux côtés de nombreuses organisations¹, la CGT des Landes a participé activement à l'initiative unitaire du 16 juillet à Saint-Sever. Ce rassemblement est un bel exemple de résistance collective, populaire et antifasciste, face à un climat politique de plus en plus tendu.

LE RN CHASSE PLUS QUE JAMAIS SUR LES TERRES DES LANDES

Suite aux résultats des dernières législatives, le RN du département, réorganisé depuis peu, s'est vu ouvrir les portes de deux communes landaises, faisant ainsi de la Chalosse et du Tursan un nouveau point de chute de l'extrême droite. Le 16 juillet, la députée de Gironde Edwige Diaz, par ailleurs vice-présidente du Rassemblement national et conseillère régionale, était en visite dans les Landes, accompagnée par Sylvie Franceschini (conseillère régionale) et Loïc Bacuet (délégué départemental). Campagne de tractage sur le marché d'Hagetmau le matin, visite d'élevage et de domaine viticole, le RN tenait une réunion publique à Saint-Sever devant 90 personnes, sous haute protection. Le RN des Landes reste muet sur des propositions concrètes qui concernent les problématiques landaises. On entend très peu ses représentant-es sur les questions locales comme l'agriculture, la culture, l'économie et les services publics.

TENTATIVE DE CENSURE PAR LE MAIRE DE SAINT-SEVER

Les organisations syndicales, associations féministes, antiracistes, de défense des droits humains et les forces progressistes des Landes ont dénoncé fermement la tenue de la réunion publique du RN. **Plus de 160 personnes ont répondu à l'appel unitaire pour porter un message clair : « Les Landes ne seront pas une terre pour les idées de haine, de repli et d'exclusion ! »**

Le maire a tenté d'empêcher l'expression de cette mobilisation en interdisant l'accès à la place du Tour du Sol par arrêté municipal. Une manœuvre politique inacceptable, visant à faire taire celles et ceux qui s'opposent aux idées de repli, de racisme et de rejet. Mais cette stratégie n'a fait que renforcer la détermination des manifestant-es, bien décidé-es à occuper l'espace public pour affirmer leurs convictions. En déplaçant leur rassemblement unitaire sous les halles (à 300 mètres du lieu initial), les organisateurs et participant-es ont démontré que la rue reste un espace de lutte, de liberté d'expression et d'engagement collectif. **ILS ONT VOULU NOUS CACHER... NOUS NOUS SOMMES MONTRÉS !**

LA CGT ENGAGÉE DANS LA LUTTE ANTIFASCISTE

La CGT rappelle que l'extrême droite n'est pas une opinion comme une autre. Elle est un danger pour les droits sociaux, les

libertés publiques, les services publics, les syndicats et les travailleuses et travailleurs. Nous devons refuser toute forme de banalisation ou de légitimation du RN et de ses représentant-es. Chaque tentative d'implantation ou de normalisation de l'extrême droite doit rencontrer une riposte claire et collective. **Continuons à faire front !**

Ce rassemblement dans les Landes montre la voie : le terrain, le collectif, la solidarité et la mobilisation sont nos meilleures armes. La CGT continuera à s'engager partout pour défendre nos valeurs : égalité, justice sociale, solidarité, fraternité et accueil. Pour la CGT, ce type de mobilisation est essentiel. L'extrême droite ne se combat pas seulement dans les urnes ; elle se combat sur le terrain, dans les quartiers, les services publics, les entreprises, les écoles et les lieux de vie. Face aux tentatives de division, la mobilisation à Saint-Sever montre que la riposte collective est possible et qu'elle peut rassembler largement au-delà des cercles militants. La Fédération CGT des services publics salue cette initiative exemplaire et appelle l'ensemble de ses structures à rester vigilantes, à renforcer les actions unitaires et à porter haut et fort une parole syndicale offensive contre l'extrême droite.

**Ensemble, faisons vivre nos valeurs et nos luttes.
ENSEMBLE CONTRE
LA HAINE ET LES RECULS
SOCIAUX !**

Angoulême, le 22 juillet 2025

Par le collectif de Lutte contre les idées d'extrême droite de la FDSP CGT

¹ Organisations présentes : AFPS Mont-de-Marsan Nord Landes, ATTAC Landes, CGT Landes, Collectif Antifa 40, Comité montois du mouvement de la Paix, FCPE, FRER, FSU 40, LDH Fédération des Landes, Ligue de l'Enseignement, MRAP des Landes, Planning familial 40, Solidaires, SolMiRE, Team Sama, UL CGT Mont-de-Marsan, etc.



10 SEPTEMBRE UNE PREMIÈRE ÉTINCELLE, UNE LUTTE À EMBRASER!

La journée du 10 septembre 2025 a marqué un tournant. Face au plan Bayrou, à l'austérité budgétaire, à la casse des services publics et à la provocation gouvernementale, la CGT a participé à la mobilisation massive et déterminée. Près de 1000 appels à la grève, plus de 800 rassemblements, 250 000 manifestant-es dans les rues : la colère est là, elle est organisée, elle est prête à durer.

Ce n'est pas un point d'arrivée, c'est un point de départ. Cette journée a posé les bases d'un mouvement d'ensemble, interprofessionnel, intergénérationnel, populaire. Elle a montré que les agent-es territoriaux-ales, les hospitalier-ères, les retraité-es, les jeunes, les usager-es ne sont pas résigné-es. Elle a montré que la peur a changé de camp.

Le recul du gouvernement sur la suppression du 8 mai est une première victoire. Mais ce n'est pas une concession, c'est un aveu de faiblesse. Ce recul, nous l'avons arraché par la mobilisation. Il montre que la rue peut faire plier le pouvoir. Il montre que notre mémoire antifasciste est vivante, et qu'elle ne se négocie pas.

CHANGER LES VISAGES NE CHANGE PAS LA POLITIQUE !

Bayrou, Lecornu, Macron : des fusibles, pas des solutions. Le gouvernement tente de désamorcer la colère en changeant les noms, mais la ligne reste la même : austérité, répression, mépris. Ce n'est pas à un ministre qu'il faut s'en prendre, c'est à la logique de fond : celle du capital, celle des marchés, celle qui veut faire

payer aux travailleurs et travailleuses le prix de la guerre, du réarmement, de la spéculation.

La CGT ne se laissera pas distraire par les manœuvres politiciennes. Nous visons le cœur du système. Nous voulons imposer notre propre pouvoir de décider, nous qui faisons tourner la société.

Et si Macron cherche un GPS de la contestation, qu'il ouvre les yeux : **on est en train de lui tracer l'itinéraire complet.** Chaque date posée, chaque grève reconduite, chaque AG organisée, chaque blocage mené, chaque tract distribué... c'est une étape de plus sur le chemin de la riposte sociale.

CONSTRUIRE LA GRÈVE, AMPLIFIER LA LUTTE !

Dans les instances représentatives, la CGT appelle à un boycott syndical tactique et assumé. Refuser de siéger quand le dialogue est inexistant, refuser de

valider des politiques de casse sociale, refuser de cautionner des simulacres de concertation : c'est une arme syndicale à part entière. Ce boycott doit être débattu

en AG, porté collectivement, utilisé comme levier pour renforcer la mobilisation. Sur le terrain, les assemblées générales doivent redevenir le cœur



Marseille



Perpignan



Cergy

battant du mouvement. Elles permettent de construire la grève, de l'ancrer localement, de la reconduire, de la massifier. Elles permettent aux équipes militantes

de s'entraider, de se coordonner, de se donner la force d'aller de l'avant.

La CGT propose une stratégie de montée en puissance : des grèves partout,

ensemble. Des rendez-vous réguliers, visibles, qui créent des habitudes de lutte, qui renforcent les liens entre les équipes, qui maintiennent la pression.

CAP SUR LE 18 SEPTEMBRE, LE 25, LE 2 OCTOBRE, LE 9... ET AU-DELÀ

UNE DYNAMIQUE ASCENDANTE DE LA MOBILISATION SOCIALE

La première étincelle du 10 septembre n'était qu'un début : à présent, chaque nouvelle date vient nourrir, amplifier et enraciner le mouvement, en traçant une trajectoire de résistance durable face à la politique austéritaire du gouvernement. Le 18 septembre marque une nouvelle étape où toutes et tous, territoriaux, hospitaliers, retraité-es, jeunes, usager-es, sont appelés à maintenir la pression dans la rue, à renforcer la mobilisation, à ne rien céder à la résignation.

Le 25 septembre puis les dates du 2 et du 9 octobre ne sont pas de simples jalons calendaires : ce sont des repères pour la convergence, la construction et l'ancrage des luttes. Chaque appel, chaque préavis déposé localement devient un point d'appui pour donner à voir la colère et la volonté de transformation qui traversent

le pays. Il s'agit d'enraciner la grève dans chaque service, chaque territoire, chaque secteur, en multipliant les initiatives visibles : rassemblements, Assemblées Générales, actions de blocage, diffusions de tracts, prises de paroles publiques.

Le 9 octobre doit incarner un point d'étape fort, symbole d'un mouvement qui ne faiblit pas, mais au contraire gagne en ampleur et en détermination. C'est l'occasion d'impliquer fortement la fédération santé, les psychologues territoriaux et l'ensemble des équipes militantes, en unifiant les revendications, les expériences de terrain et les solidarités. C'est aussi la preuve que la CGT porte une stratégie de montée en puissance, où la régularité et la lisibilité des rendez-vous deviennent un ciment pour l'action collective.

Plus que jamais, l'articulation entre

Appel du Comité National Fédéral.
Une première journée de grève et de mobilisation réussie !



mobilisations nationales et initiatives locales s'impose : il s'agit de faire des préavis des outils d'organisation et de protection, d'ancrer la grève dans un travail patient sur l'état d'esprit des agent-es, de reposer sans cesse la question du rapport de force. Les formes d'action doivent rester inventives, adaptées aux réalités de chaque territoire, avec la conviction que la reconduction de la grève, sa massification et sa visibilité sont des armes décisives. C'est dans cette dynamique, par la montée en puissance, la solidarité active et la construction collective, que la colère sociale peut se transformer en force organisée, et que cette force, en s'exprimant pleinement, peut remporter des victoires pour toutes.

PALESTINE NOTRE SOLIDARITÉ EST UN ACTE DE RÉSISTANCE

Ce qui se joue aujourd'hui en Palestine n'est pas un simple drame régional, c'est l'expression la plus brutale d'une réaction fasciste internationale. Une réaction qui pousse à la guerre partout, qui alimente les régimes autoritaires, qui banalise les crimes d'État, qui légitime l'impunité. Ce qui se passe là-bas est le miroir de ce qui menace ici : la militarisation des sociétés, la répression des résistances, la négation des droits fondamentaux. C'est pourquoi notre solidarité avec le peuple palestinien est aussi un acte de résistance

contre la montée globale du fascisme.

La Palestine n'est pas un sujet lointain : c'est le front avancé de la lutte contre le fascisme global. La solidarité syndicale ne se négocie pas, elle se construit dans la rue, dans les AG, dans les actes. Défendre la Palestine, c'est défendre notre propre dignité de classe.

Motion de soutien du Comité national fédéral à la Global Sumud Flotilla



CNF des 10 et 11 septembre 2025

**65 ans.
6 millions
de sociétaires.
Et toujours
0 actionnaire.**



Nous sommes heureux de fêter
notre 6 millionième sociétaire,
un cap atteint à l'aube de nos 65 ans.
Merci à tous d'avoir choisi la Macif,
un modèle sans actionnaires qui agit
toujours dans l'intérêt de ses sociétaires.

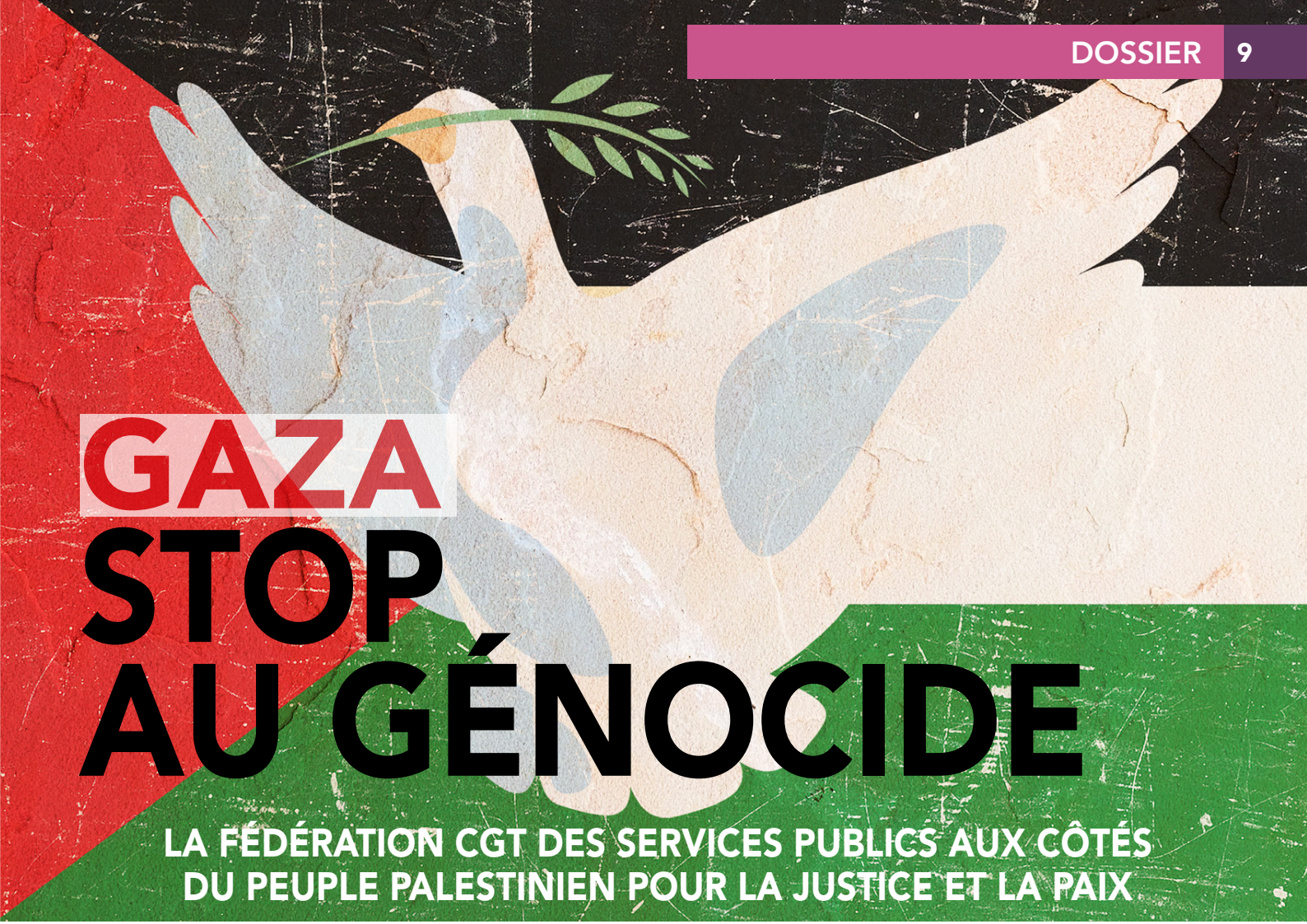


La Macif,
c'est **vous.**



* Étude OpinionWay - 1005 répondants - Janvier 2024 - Catégorie compagnies d'assurance.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.



GAZA STOP AU GÉNOCIDE

**LA FÉDÉRATION CGT DES SERVICES PUBLICS AUX CÔTÉS
DU PEUPLE PALESTINIEN POUR LA JUSTICE ET LA PAIX**

Face au génocide à Gaza et à la terreur en Cisjordanie, il n'y a plus de place pour le silence. Le peuple palestinien est massacré sous nos yeux, pendant que les gouvernements complices laissent couler le sang. À la Fédération CGT des services publics, nous savons que notre voix n'est qu'une parmi d'autres, mais nous la portons avec détermination. Depuis notre congrès de Lille, nous sommes notamment pleinement engagés dans la campagne BDS : par la mobilisation, le boycott, les sanctions, et la solidarité syndicale et internationale, nous pouvons, ensemble, briser la machine de guerre et imposer la paix, la justice et la liberté pour la Palestine.

À Gaza, Israël mène une extermination planifiée : un génocide méthodique pour anéantir tout un peuple. Plus de deux millions de Palestiniens, dont la moitié sont des enfants, sont enfermés depuis des mois dans une prison à ciel ouvert, bombardés sans répit, affamés, privés d'eau, de soins et d'électricité. Gaza n'est plus qu'un champ de ruines. Les hôpitaux, déjà à bout de souffle, sont pris pour cibles, privés d'électricité et de matériel médical, obligeant le personnel à opérer à même le sol, parfois sans anesthésie,

à la lumière des téléphones portables. Les écoles, transformées en refuges pour les familles déplacées, sont frappées délibérément, laissant derrière elles des salles de classe jonchées de corps d'enfants.

FAMINE ET DÉPLACEMENTS MASSIFS À GAZA

Et lorsque les bombes se taisent, la guerre continue par d'autres moyens : à Gaza, Israël orchestre la famine avec la complicité des États-Unis. Le blocus humanitaire fait barrage à l'ONU et aux

ONG ; les rares convois autorisés sont triés, ralentis, parfois ciblés par des tirs. À Al-Nabulsi, des civils affamés ont été massacrés en attendant un camion de farine. L'eau potable est presque inexistante, la nourriture introuvable, et les enfants meurent par centaines. Faim, soif, asphyxie : l'arme silencieuse d'un génocide.

Parallèlement, Netanyahu relance le projet Trump de déplacer massivement la population de Gaza sous couvert de « migration volontaire », allant jusqu'à proposer des réinstallations au Soudan ou encore en Somalie.

Dans le même temps, Israël s'attaque aux témoins de ses crimes, en abattant de manière ciblée plus de 200 journalistes depuis le début des massacres, comme Anas al-Sharif, tué devant l'hôpital Al-Shifa. Reporters Sans Frontières dénonce un assassinat revendiqué et accuse : faire taire les témoins, c'est effacer les preuves du génocide.

DESTRUCTIONS ET APARTHEID EN CISJORDANIE

En Cisjordanie, la destruction avance méthodiquement. Colons armés et armée israélienne agissent main dans la main pour briser et chasser les Palestiniens : routes, réseaux d'eau et d'électricité, écoles, centres de santé sont détruits pour rendre toute vie impossible. Meurtres, expulsions et destructions rythment le quotidien : à Susiya, l'eau et l'électricité ont été coupées ; à Kafr Malik, trois Palestiniens ont été tués sous les balles de l'armée ; à Umm al-Khair, le journaliste Awdah Hathaleen a été abattu par un colon. À Naplouse et Jénine, les camps ont été assiégés, rasés à l'explosif, forçant des milliers de réfugiés à fuir.

Pendant que les bulldozers rasant les villages palestiniens, les colonies israéliennes, elles, poussent comme des champignons, grignotant chaque parcelle de terre volée. Routes réservées aux colons, postes militaires, murs de séparation : tout est conçu pour fragmenter la Cisjordanie, isoler les communautés et institutionnaliser un régime d'apartheid. Plus de 2 200 attaques de colons depuis 2024, 36 000 déplacés : la colonisation, la terreur et la dépossession sont les armes de ce nettoyage ethnique.

Gaza et la Cisjordanie sont les deux visages d'une même politique criminelle : éradiquer la présence palestinienne de toute la Palestine. À Gaza, c'est le génocide par les bombes, le blocus et la famine. En Cisjordanie, c'est l'apartheid par la terreur, la dépossession et une colonisation sauvage qui dévore les terres, village après village, sous la protection de l'armée. Deux fronts, un seul objectif : faire disparaître un peuple de sa terre.

L'URGENCE DES ACTES CONCRETS

Face à la mobilisation de plus en plus

importante de l'opinion publique à travers le monde, de plus en plus de pays annoncent vouloir reconnaître officiellement l'État de Palestine lors de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre. La France, par la voix d'Emmanuel Macron, promet de franchir ce pas aux côtés du Royaume-Uni, du Canada, de l'Australie, de Malte et peut-être de la Nouvelle-Zélande. Mais tant que les bombes s'abattent sur Gaza, que le blocus affame deux millions de personnes, que les colonies s'étendent et que l'armée israélienne tue en toute impunité, cette reconnaissance restera un geste creux. C'est tout le sens de la lettre ouverte adressée le 8 août dernier au chef de l'État par plusieurs organisations, dont la CGT.

Lettre ouverte adressée le 8 août dernier au chef de l'État



Dans une tribune publiée le 12 août 2025 dans *Le Monde*, 35 anciens ambassadeurs dénoncent la passivité complice de la France face au génocide à Gaza et à la colonisation en Cisjordanie. Ils accusent notre diplomatie d'avoir « conduit à minimiser des faits graves », laissant ainsi Israël poursuivre sa politique de nettoyage ethnique. Leur message est clair : l'urgence n'est pas aux effets d'annonce, mais à des actes concrets. Sans embargo militaire, sans suspension de l'accord UE-Israël, sans sanctions contre les responsables israéliens, reconnaître la Palestine ne serait qu'un coup de communication hypocrite. Ces diplomates brisent également un tabou : « *L'attaque du 7 octobre ne pouvait justifier le nettoyage ethnique du peuple palestinien.* » Ils rappellent que critiquer la politique criminelle d'Israël n'est pas de l'antisémitisme, mais une défense du droit et de la

justice. Et que seul le respect strict du droit international — Charte de l'ONU, Conventions de Genève, Statut de Rome, droits humains fondamentaux — peut mettre fin aux crimes, protéger les civils et ouvrir la voie à une paix juste et durable.

Dans le même esprit, le Comité des Sages¹ dénonce avec force : « *Ce que nous avons vu et entendu renforce notre conviction personnelle : ce n'est pas seulement une famine d'origine humaine qui est en cours à Gaza, mais un génocide.* »

Ces appels sont un électrochoc : la France doit choisir son camp. Soit elle persiste dans l'hypocrisie diplomatique et se rend complice des massacres, soit elle agit maintenant pour mettre un terme au génocide, à l'apartheid et à l'occupation.

L'ENGAGEMENT DE LA FDSP DANS BDS

Quant à nous, à la CGT, nous n'avons pas attendu le 7 octobre pour agir. Depuis des années, nous sommes aux côtés du peuple palestinien, dans les manifestations, les campagnes de boycott, les actions concrètes de solidarité. Face au génocide à Gaza et à la terreur sans relâche en Cisjordanie, la Fédération CGT des services publics appelle à une solidarité syndicale encore plus offensive, déterminée et visible : frapper fort, par des actes concrets et coordonnés.

Nous appelons notamment l'ensemble des syndicats et des syndiqués à s'engager pleinement dans la campagne internationale BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions), arme centrale pour faire pression sur le régime israélien d'apartheid. Cela veut dire : boycotter les entreprises complices des crimes — notamment Carrefour, qui approvisionne ses magasins dans les colonies illégales ; HP, fournisseur des checkpoints et systèmes de surveil-

¹ Le Comité des Sages est une organisation internationale fondée en 2007 par Nelson Mandela. Il rassemble d'anciens chefs d'État, lauréats du prix Nobel de la Paix, comme par exemple Ban Ki-moon (ancien secrétaire général de l'ONU), Mary Robinson (ancienne présidente de l'Irlande), Gro Harlem Brundtland (ancienne Première ministre de Norvège) ou encore Juan Manuel Santos (ancien président de Colombie et lauréat du prix Nobel de la Paix en 2016)...

4 pages
à détacher



ÉQUIPER POUR AGIR

La formation syndicale CGT accompagne les syndiqué·es, les militant·es dans leur parcours, lors des prises de mandat et/ou de responsabilités. La formation syndicale participe au renforcement de notre organisation dès l'accueil des nouveaux syndiqué·es, elle leur permet de prendre leur place dans la CGT et de devenir des militants et militantes. Elle permet aussi aux équipes militantes de gagner en qualité de vie syndicale, bataille des idées, luttes revendicatives... des formations aux contenus réalisés par la CGT en fonction de nos décisions de congrès et animées par des formateurs et formatrices CGT.

LE PROJET PÉDAGOGIQUE DE LA CGT

«Équiper pour agir»

Un projet pédagogique qui met les syndiqué·es au cœur de leur formation

ÉQUIPER en savoirs (les socles, les fondamentaux) et en savoir-faire (pour des actes et des actions concrètes), **AGIR** pour donner sens à nos valeurs et pour élaborer et mettre en œuvre démocratiquement nos orientations.

UNE ARCHITECTURE CONSTITUÉE DE 3 FAMILLES

- Être acteur·rice toute sa vie

- Pour tous les syndiqué·es
- **Équiper pour la prise de mandat**
 - Pour les mandaté·es ou en devenir
- **Équiper à la prise de responsabilité**
 - Pour les responsables ou en devenir

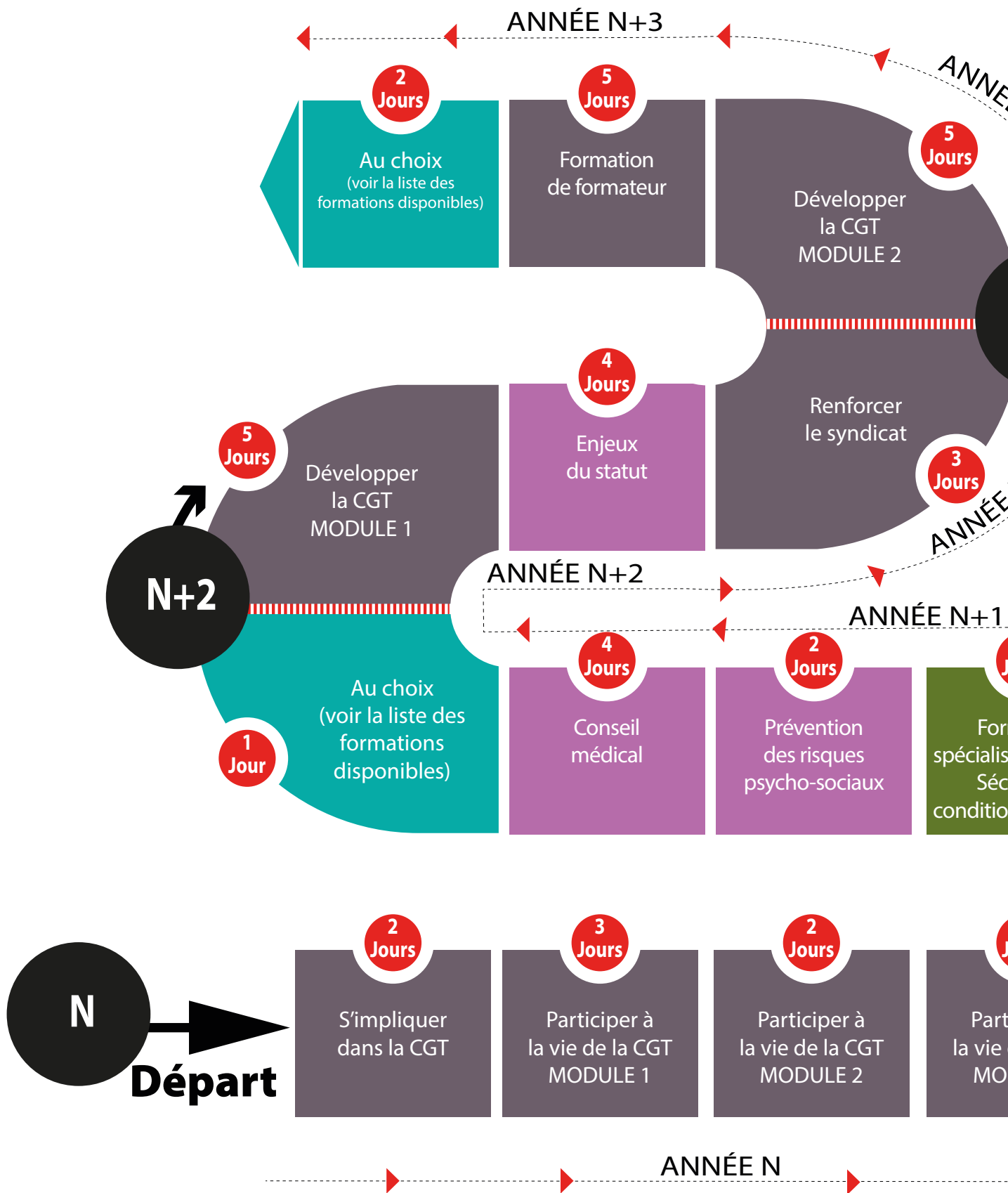
UNE DÉMARCHE PÉDAGOGIQUE

- Une **pédagogie de la réussite** : l'objectif pédagogique est atteignable par toutes et tous.

- Une **pédagogie active** qui implique les stagiaires pour l'acquisition des savoirs et des savoir-faire, avec des activités favorisant les apprentissages.

Tous·tes les agent·es de la Fonction publique ont droit à 12 jours de formation économique, sociale, environnementale et syndicale (FESES). Il existe également des droits spécifiques liés au mandat F3SCT.

La Fédération des services publics revendique une augmentation du droit à la formation syndicale à hauteur 18 jours pour tous·tes les camarades en responsabilité, comme pour le secteur privé.



EQUIPER POUR AGIR

EXEMPLE DE PARCOURS DE FORMATION SUR 4 ANS



COMMENT S'INSCRIRE EN FORMATION ?

S'ÉQUIPER POUR AGIR, UNE DÉMARCHE INDIVIDUELLE DANS UN CADRE COLLECTIF

La plupart des formations sont organisées dans votre territoire. Vous êtes donc invité-es à prendre contact avec les organisations syndicales CGT de votre territoire qui proposent leur propre plan de formation pour connaître les dates des stages qui vous intéressent.

Si vous souhaitez vous inscrire à une formation du plan de formation confédéral, vous trouverez les fiches d'inscription sur le site de la formation syndicale CGT www.formationsyndicale.cgt.fr dans l'onglet « Calendrier des stages » (voir QRCode ci-dessous). Toute inscription à un stage CGT doit être validée par votre syndicat, et pour les formations confédérales la validation doit être faite par votre UD ou Fédération. Vous trouverez toutes les informations utiles ainsi que des modèles de lettres pour demander un congé de formation à votre employeur sur le site de la formation syndicale CGT.

<https://formationsyndicale.cgt.fr/>



QUELQUES EXEMPLES DE FORMATION AU CHOIX

Combattre syndicalement l'extrême droite	1 jour
Combattre les Violences Sexistes et Sexuelles au Travail	3 jours
Les ICTAM dans la CGT	2 jours
Animation Luttes Sécurité (ALS)	2 jours
Archives numériques - IHS	1 jour
CoGiTiel	2 jours
Communication	3 jours
Journée d'étude à thème : OPH – CNRACL – politique de l'eau – enjeux de la rémunération – droits syndicaux	1 jour
Collectif d'animation	2 jours

Liste non exhaustive, rapprochez-vous des structures en territoire.

**METTRE EN ŒUVRE
NOS FORMATIONS,
C'EST LA GARANTIE POUR
NOUS DE DÉVELOPPER
PARTOUT UN SYNDICA-
LISME DE MASSE ET DE
CLASSE.**

lance ; AXA, qui investit dans l'armement israélien ; Puma, sponsor officiel de la Fédération israélienne de football qui inclut des clubs de colonies...

Mais le combat ne se joue pas qu'au niveau global : il se gagne aussi localement. Interpellons nos municipalités pour qu'elles coupent tout partenariat et jumelage avec les villes israéliennes

Solidarité Palestine :
« Stop au jumelage avec les villes israéliennes ! »
(tract de la fédération)



complices, renforçons les liens avec les villes palestiniennes jumelées, rejoignons les collectifs BDS locaux là où ils existent, et relayons leurs campagnes. Multiplions les motions, les réunions d'information, les distributions de tracts devant les magasins ciblés, les actions publiques et les manifestations.

Amplifions notre boycott des entreprises complices des crimes commis par Israël (tract de la Fédération)



Pour la Fédération CGT des services publics, BDS est plus qu'une campagne : c'est un instrument stratégique de lutte pour isoler le régime israélien, couper ses financements, mettre fin à l'apartheid et contraindre les États à agir. Par notre force collective et notre engagement sans faille, nous pouvons enrayer cette machine de guerre.



CONTRE LA COMPLICITÉ ET LE SILENCE

Cette détermination doit aussi se traduire dans la rue, sur nos lieux de travail, rejoignons massivement les manifestations, rassemblements et actions de solidarité partout en France pour faire entendre la voix du monde du travail contre la guerre et l'apartheid. Notre engagement doit également frapper au sommet de l'État, là où se forgent les choix diplomatiques. La CGT appelle ainsi chaque citoyen·ne, chaque travailleuse et travailleur, syndiqué·e ou non, à inonder l'Élysée de cartes-pétitions (voir ci-contre). Nous exigeons des actes : cessez-le-feu immédiat, levée du blocus, sanctions

Gaza meurt de faim, ne détournons pas le regard
(Carte-pétition au Président de la République)



contre Israël, suspension de l'accord d'association UE-Israël, reconnaissance immédiate de l'État de Palestine.

Chaque carte envoyée est un acte de résistance contre la complicité et le silence. Faisons pleuvoir des milliers de cartes sur le bureau de Macron pour qu'il cesse d'être spectateur du génocide.

Cette offensive syndicale s'inscrit dans un mouvement international de résistance, que la Confédération, tout comme notre fédération, porte au sein des instances de la CSI, de l'ISP et de la FESP*.

Dans le même temps, les travailleuses et travailleurs bloquent la machine de guerre : nous saluons les dockers de Fos-sur-Mer qui, en refusant de charger du matériel militaire à destination d'Israël, ont montré que la chaîne logistique de la guerre peut être rompue par la force collective. Nous nous inscrivons dans la lignée des mobilisations à Barcelone, Gênes, Livourne, Marseille, ou encore Oakland aux États-Unis, où les dockers ont eux aussi bloqué navires et cargaisons à destination d'Israël.

Ensemble pour la paix, la CGT aux côtés du peuple palestinien.

* CSI : Confédération syndicale internationale ; ISP : Internationale des services publics (en anglais PSI, Public Services International) ; FESP : Fédération syndicale européenne des services publics

MARÉE HUMAINE À TEL AVIV

Le dimanche 17 août 2025, plus de 500 000 personnes ont défilé à Tel-Aviv contre la guerre, contre Netanyahu et sa politique criminelle, et pour la paix. Une véritable marée humaine ! La CGT salue la détermination de ces centaines de milliers de manifestant·es dont le courage rappelle que seule la mobilisation des peuples peut ouvrir la voie à la paix. Paix et liberté pour la Palestine !



**“MIEUX PROTÉGÉS,
ON RÉALISE MIEUX
NOS MISSIONS
DE SERVICE PUBLIC.”**

Bruno et ses collègues, agents
des éclairages publics de la ville de Biarritz.

Il y a 60 ans, nous mettons en place les premières complémentaires
santé et prévoyance des agents territoriaux.

En 2011, nous accompagnions déjà vos collectivités à l'occasion de
la 1^{re} réforme. Aujourd'hui, nous sommes toujours là pour construire
une protection sociale complémentaire juste et réussie afin de vous
protéger au mieux.



**RETROUVEZ TOUTES NOS
SOLUTIONS SUR [MNT.FR](https://mnt.fr)
OU AU 09 72 72 02 02***

1^{re} mutuelle
des agents
des services
publics locaux

**ÊTRE UTILE EST
UN BEAU MÉTIER**



GRUPE **vyv**



RETRAITE DANS LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

ACCESSIBLE À PARTIR DE 60 ANS

À compter du 1^{er} septembre 2025, le dispositif de retraite progressive est accessible dès 60 ans en application de deux décrets du 15 juillet 2025 fixant l'âge d'ouverture de ce droit dans la fonction publique, publiés au JO du 23 juillet 2025.

Introduite par la loi du 14 avril 2023 portant réforme des retraites, la retraite progressive permet à une agente ou un agent en fin de carrière, dès lors qu'il remplit les conditions, de partir en retraite progressivement, c'est-à-dire de percevoir une partie de sa retraite de base tout en poursuivant son activité professionnelle à temps partiel (ou non complet), et ainsi d'acquérir des droits au titre de cette activité jusqu'à son départ définitif à la retraite.

Le bénéfice du dispositif de retraite progressive est attribué, sur demande de l'agent, à trois conditions :

- avoir au moins 60 ans (aucune limite d'âge maximale n'est prévue);
- justifier d'au moins 150 trimestres d'assurance tous régimes confondus;
- exercer, de manière exclusive, une activité à temps partiel ou à temps non complet avant la mise en paiement de

la pension partielle. Ce qui signifie, pour un agent à temps complet, qu'il doit, en même temps que sa demande de retraite progressive, demander à son employeur une autorisation de travailler à temps partiel. Celui-ci n'est pas tenu d'accorder le temps partiel au motif que l'agent remplit les conditions d'âge et de durée d'assurance pour bénéficier de la retraite progressive : il conserve son pouvoir d'appréciation en la matière, en tenant compte des nécessités de service.

- Les fonctionnaires et agents contractuels à temps non complet peuvent également bénéficier de ce dispositif, mais, dans ce cas, la condition d'exercice à temps partiel n'est pas exigée.

Présenté comme « une transition douce vers la retraite », ce dispositif n'est pas



de droit. C'est pourquoi la CGT revendique la création d'un droit opposable et notamment que l'employeur ne puisse s'opposer au temps partiel dans le cadre d'une retraite progressive.

La retraite progressive est un dispositif de gestion de fin de carrière. C'est pourquoi la CGT poursuit les mobilisations pour gagner l'abrogation de la réforme des retraites et gagner la retraite à 60 ans.

Voir sur notre site Internet les 2 décrets fixant l'âge d'ouverture du droit à la retraite progressive à 60 ans



MOTION DU FESTI'RED 2025

Suite aux 3 jours d'échanges lors du Festi'Red 2025, la jeunesse de la Fédération des services publics a pu débattre sur différents sujets et propose donc cette motion.



PLACE DE LA JEUNESSE DANS LA CGT

Lors de ce 9^e Festi'Red, nous n'avons pu que réaffirmer l'importance de la mobilisation de la jeunesse.

Il est primordial de revoir les moyens de communication afin d'atteindre encore plus de jeunes (vidéo, TikTok, Instagram, etc.). Synthétiser les communications.

Les camarades en place depuis plusieurs mandats doivent faire confiance à la jeunesse, partager leurs connaissances et compétences afin de leur permettre d'accéder à un mandat à responsabilité. Les jeunes savent se mobiliser, on les voit dans les différentes luttes comme les actions féministes, les luttes anti-racistes, les manifestations écologiques et LGBTQIA+.

La CGT sait mobiliser en masse et a des arguments pour mobiliser la jeunesse. Des camarades ont pris la parole lors des débats pour aborder le sujet des VSS (Violences

Sexistes et Sexuelles). Il est nécessaire que la CGT soit exemplaire dans ce domaine.

LE SYNDICALISME FACE AU CAPITALISME

Il est urgent que chaque syndicat mette en place son propre cahier revendicatif établi aux côtés des agent-es territoriaux. La lutte se construit ensemble et doit venir des bases.

Le capitalisme utilise des moyens d'expression tels que « partenaires sociaux » ou « dialogue social » afin de faire croire à un lien privilégié.

Nous subissons également de plus en plus d'attaques, de pressions managériales ou même de procédures disciplinaires envers les militant-es CGT.

Restons soudé-es et solidaires, rappelons-nous que lorsque l'on s'attaque à un camarade, on s'attaque à toute la CGT.

ÉTATS GÉNÉRAUX DES SERVICES PUBLICS

Nous ne pouvons que constater une casse des services publics organisée par le gouvernement Macron. Lors de cette rencontre, nous avons pu réaliser différents groupes autour des services publics. Il en ressort plusieurs idées à mettre en place, telles que rappeler le rôle des services publics aux citoyen·nes, augmenter le point d'indice, instaurer la semaine de 32 heures, revaloriser les salarié·es occupant des postes « faisant fonction », etc. Le service public est fait par les agent·es pour les habitant·es !

LUTTE CONTRE L'EXTRÊME DROITE

Il est important de rappeler l'histoire et les valeurs de la CGT via la formation ou des journées d'étude. L'extrême droite utilise les réseaux sociaux et les médias pour colporter de la désinformation. Nous devons inciter les syndiqué·es à saisir le collectif VISA (Vigilance et Initiative Syndicale Antifasciste). Le 9 juin, un rassemblement européen de l'extrême droite est prévu à Montargis, la CGT doit se mobiliser en masse pour dénoncer le fascisme montant en France. Pas de fachos dans nos quartiers, pas de quartier pour les fachos.

PAIX DANS LE MONDE

Nous exigeons la fin de toutes les guerres et tous les conflits dans le monde. Aujourd'hui, la Palestine vit un réel génocide perpétré par Israël. L'Ukraine subit aussi une invasion de la Russie depuis plusieurs années. Et nous ne devons pas oublier l'Afrique subsaharienne qui est dévastée par de nombreux conflits peu médiatisés.

Face aux crimes de guerre, la jeunesse répondra « plus jamais ! »

DÉFENDONS NOS RETRAITES

STOP À LA FINANCIARISATION !

POURQUOI LA CAPITALISATION EST UNE MAUVAISE IDÉE POUR FINANCER LA RETRAITE DES INGÉNIEUR·S, CADRES, TECHNICIEN·NES ET AGENT·ES DE MAÎTRISE ?

Depuis 2005, les fonctionnaires d'État, territoriaux et hospitaliers cotisent à un régime obligatoire par capitalisation : le régime de retraite additionnelle de la Fonction publique (RAFP). Alimenté par des cotisations sur les primes et indemnités, ce fonds convertit les montants en points qui, à la retraite, donnent droit à un versement sous forme de capital ou de rente. En 2025, près de 4,4 millions d'agent·es sont concerné·es.

Présenté comme un complément à la CNRACL et aux régimes de base par répartition, le RAFP constitue en réalité une brèche ouverte à la financiarisation des retraites. Il fonctionne comme un fonds de pension : l'argent collecté (5 % à parts égales entre employeurs et agent·es) est placé sur les marchés financiers. La prestation finale dépend donc non seulement du montant épargné, mais aussi de la performance des actifs (actions, obligations). Autrement dit, la pension est soumise aux aléas économiques. Ce mécanisme fragilise la sécurité des droits acquis par les fonctionnaires. Contrairement à la répartition, qui repose sur une solidarité intergénérationnelle et garantit un revenu à vie, la capitalisation individualise le risque. Les fluctuations des marchés et les calculs actuariels (c'est-à-dire les méthodes utilisées par les assureurs pour estimer la durée de vie des retraité·es et ajuster le montant de leurs rentes) réduisent la pension perçue. Le·la fonctionnaire territorial·e a donc peu de chances de récupérer l'équivalent de ses cotisations. Le RAFP participe aussi à la remise en

cause du système de rémunération. En favorisant les primes au détriment du traitement indiciaire, il réduit les cotisations versées aux régimes de base et, à terme, le niveau des pensions. Les employeurs y trouvent un double avantage : diminuer leurs charges sociales et limiter la progression des carrières.

Les 42 milliards d'euros accumulés par le RAFP alimentent le système bancaire plutôt que de renforcer la CNRACL...

À l'origine, les organisations syndicales (CGT, FO, Solidaire) avaient obtenu certaines limites : impossibilité de capitaliser volontairement et plafonnement de l'assiette à 20 % du traitement indiciaire annuel. Mais ces garde-fous ne suffisent pas à empêcher la logique de financiarisation.

Face à cette offensive, la CGT rappelle son opposition aux systèmes par capitalisation. Ils ne reposent sur aucune solidarité intergénérationnelle, la rentabilité des placements, comme le montant des pensions futures, demeure incertaine, le niveau des retraites et les statuts des agent·es sont fragilisés en permanence et l'opacité des investissements alimente

ÉPARGNER POUR SA RETRAITE : LA FAUSSE BONNE IDÉE

des inégalités accrues entre les personnels.

L'UFICT-CGT REVEN- DIQUE :

- 】 La transparence sur les investissements du RAFP ;
- 】 L'intégration des primes dans le traitement indiciaire ;
- 】 La reconstruction des grilles de rémunération reconnaissant les qualifications ;
- 】 La sécurisation des retraites par répartition à travers la CNRACL.

À terme, notre objectif est clair : mettre en extinction le RAFP et défendre un système solidaire fondé sur la répartition, garant de droits égaux et pérennes pour toutes et tous.

Rassemblé·es, reprenons la main sur notre travail !



ABATTEMENT FISCAL DE 10 % POUR LES RETRAITÉ·ES UN VÉRITABLE HOLD-UP !

Mi-juillet, Bayrou a annoncé un véritable plan antisocial, dont une très grande partie impactera de manière significative et régressive les salarié·es, qu'ils soient actifs ou retraités. La suppression de l'abattement fiscal des retraité·es est l'une des mesures envisagées.

Alors que Bayrou prévoit une réduction de la dépense publique de 43,8 milliards d'euros rien que pour 2026, le patronat, et plus largement le capital, seront exonérés une fois de plus de tout effort. Au moment où une commission d'enquête sénatoriale estime à « au moins 211 milliards d'euros en 2023 » le montant des aides publiques accordées aux entreprises, le gouvernement a clairement fait un choix de classe ! Parmi les mesures annoncées par le Premier ministre, l'une porte sur la suppression de l'abattement fiscal de 10 % dont bénéficient les retraité·es. Au-delà de son caractère injuste et inadmissible, cette mesure s'inscrit dans un contexte de mise en opposition des retraité·es avec les actives et actifs, les premiers ayant soi-disant les moyens financiers de fournir un effort au profit des seconds. Tout cela étant dit en faisant abstraction du fait que les retraité·es ne sont pas un corps social homogène. Pour ce qui concerne les salarié·es à la retraite, elles et ils sont loin d'être des nantis !

Ne nous y trompons pas ! Au final, ce sont bien les salarié·es actifs comme retraités qui font les frais des politiques austéritaires et c'est donc bien ensemble, actives, actifs et retraité·es, qu'il nous faut combattre la politique gouvernementale.

DAVANTAGE DE PERDANT·ES QUE DE GAGNANT·ES

Depuis 1978, les retraité·es bénéficient d'un abattement fiscal spécifique de 10 % sur leur revenu imposable, instauré pour compenser les pertes de revenus liées au départ en retraite. Contrairement aux af-

firmations du Medef ou de François Bayrou, il ne s'agit pas d'un avantage fiscal lié aux frais professionnels, mais bien d'un mécanisme de justice sociale.

En le supprimant, le gouvernement Bayrou poursuit sa politique d'économies sur le dos des retraité·es.

En plus de la désindexation des pensions prévue pour 2026, il envisage désormais de remplacer l'actuel abattement fiscal de 10 % par un forfait fixe de 2000 euros, présenté comme plus « redistributif ». Selon l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), l'opération rapporterait environ 800 millions d'euros nets à l'État : 300 millions de baisses d'impôts pour les « gagnant·es » contre 1,1 milliard de hausses pour les « perdant·es ». De plus, d'après les calculs de l'Institut des politiques publiques (IPP), qui regroupe des chercheurs spécialisés dans l'évaluation des politiques publiques, la réforme est loin d'être « redistributive » comme le prétend le gouvernement.

Dans les faits, c'est une grande majorité des retraité·es qui serait perdante, dans un contexte où les pensions ont déjà perdu 1,2 % de pouvoir d'achat entre 2022 et 2023, sous l'effet de l'inflation, selon une étude de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) publiée le 31 juillet.

L'arnaque est claire : seuls 10 % des ménages retraités y gagneraient, tandis que 40 % des classes moyennes, notamment les couples dont l'un est encore en activi-

té, seraient perdants. Pour la moitié des pensionné·es non imposables, rien ne changerait... sauf que la mesure aggraverait les inégalités.

En ajoutant l'« année blanche » fiscale et d'autres mesures régressives, l'OFCE estime que le revenu disponible des ménages comprenant au moins un·e retraité·e baissera de 4,9 milliards d'euros, soit près de 1 % de leur niveau de vie moyen.



Cette mesure démontre la détermination du gouvernement à ponctionner davantage les retraité·es, qui pourtant ont cotisé toute leur vie.

Nous exigeons le maintien intégral de l'abattement de 10 %, la revalorisation des pensions, au moins au niveau de l'inflation, et une politique fiscale réellement progressive, faisant contribuer davantage les hauts revenus et les grandes entreprises plutôt que les retraité·es aux revenus modestes.

Pour que cette exigence voie le jour, une mobilisation de grande ampleur est nécessaire, c'est à cela qu'œuvre notre organisation.



Konstantin TOMIC (CGT), Bobby CRISTOVAO (CGT), Ernesto FREIRE CAZANAS (Coordinateur régional FSM pour l'Amérique Latine), Ulises GUILARTE (CTC, ex-secrétaire général), Julien LEJEUNE (CGT)

AVEC CUBA, CONSTRUISONS UNE SOLIDARITÉ SYNDICALE CONCRÈTE

Le secteur international et outre-mer de la Fédération CGT des services publics a souhaité donner la parole aux camarades de la CGT FTDNEEA — Filière Traitement des Déchets Nettoyement Eau Égouts Assainissement —, syndicat membre du comité des syndicats de la ville de Paris, qui se sont rendus à Cuba du 24 avril au 7 mai 2025. À travers cet entretien, ils partagent leur expérience, un témoignage fort, qui illustre la richesse des échanges entre travailleurs et rappelle la force de l'internationalisme au quotidien.

Pourquoi cette mission à Cuba ?

CGT FTDNEEA. Elle vient d'une réflexion sur la nécessité pour nos organisations syndicales d'adopter une pratique internationale concrète ainsi que de la volonté de relancer une coopération qui a

existé entre la Ville de Paris et Cuba avec des envois de matériels (bennes, vespas), des équipements et de l'assistance technique. Cuba ayant plus que jamais besoin de notre solidarité face au blocus le plus long de l'histoire contemporaine, il nous

a paru central de relancer ce travail. Nous sommes donc partis rencontrer nos camarades de la Centrale des Travailleurs de Cuba (CTC) et plus particulièrement nos camarades homologues des Communaux (Propreté, Assainissement, Espaces verts).

Qu'avez-vous découvert sur place ?

CGT FTDNEEA. Une chaleur humaine incroyable, un peuple, des travailleurs et une jeunesse déterminée malgré toutes les difficultés causées par le blocus : crise énergétique (certaines provinces n'ont que 4 h d'électricité par jour), les pénuries (combustible, médicaments, etc.).

LA FÉDÉRATION CGT DES SERVICES PUBLICS : SOLIDAIRES AVEC LE PEUPLE CUBAIN, COLLECTONS ENSEMBLE !

Depuis plus de 60 ans, Cuba subit un blocus inhumain imposé par les États-Unis : accès limité à la nourriture, aux médicaments, à l'énergie, effondrement du tourisme, interdiction d'exporter... Cette asphyxie frappe injustement 11 millions de Cubains.

Face à cette situation, la CGT, fidèle à ses valeurs internationalistes, poursuit et amplifie son soutien au peuple cubain. La Fédération des services publics appelle les syndicats à agir concrètement : collecte de matériel, équipements médicaux, ordinateurs portables, fournitures, véhicules utilisables, lunettes et même des peluches pour les enfants hospitalisés.

En 2024, 25 000 paires de lunettes ont été envoyées à Cuba depuis Montreuil. En 2025, l'objectif est d'atteindre 30 000 !

LA SOLIDARITÉ N'EST PAS UN MOT, C'EST UN ACTE ! ENSEMBLE, AGISSONS POUR SOUTENIR CUBA ET FAIRE RÉCULER LE BLOCUS.



Rencontrer nos camarades qui travaillent dans les mêmes secteurs que nous, nous a permis de constater toute l'ampleur du blocus : il ne reste plus que 60 camions-bennes fonctionnels pour tout le pays dont une dizaine pour la capitale (dont la population est comparable à celle de Paris). Les camarades ne peuvent donc collecter que la moitié des déchets quotidiennement faute de combustible et de matériel disponible, car le blocus rend impossible l'importation de pièces détachées pour réparer le matériel. Les besoins sont nombreux : camions-bennes, pièces détachées, bacs poubelles, pneus, batteries, EPI... Ce ne sont pourtant pas les moyens humains qui manquent puisque les Communaux sont 13 138 agent-es à La Havane soit près du double du nombre que nous sommes à la Ville de Paris pour les mêmes services, symbole d'une société qui valorise ses services publics.

Et le 1^{er} mai ?

CGT FTDNEEA- C'était gigantesque. Plus de 600 000 personnes à La Havane (soit le double du nombre de manifestants en France juste dans une ville !), 5,3 millions dans tout le pays ! Pas une manif « symbolique » : c'est toute une nation qui défile, avec ses secteurs clés : santé, éducation, propreté... On y sent l'unité d'un peuple

et d'une jeunesse qui refuse de plier face à l'impérialisme du capital.

Quelle forme de syndicalisme à Cuba ?

CGT FTDNEEA- Le mouvement syndical est massif et puissant, plus de 3 millions de syndiqués. Pour défendre leur révolution, les travailleurs et leurs organisations participent quotidiennement à la résistance créative, à la recherche de solutions, à l'innovation. La démocratie ouvrière est fortement ancrée et les travailleurs sont impliqués à chaque étape dans la prise de décision : réunions, assemblées générales, consultations. Actuellement, des réunions de consultation sur l'avant-projet de loi du Code du travail ont lieu dans tout le pays où les travailleurs peuvent débattre, apporter des propositions, modifications, etc.

Et maintenant ?

CGT FTDNEEA- Nous avons un projet concret, détaillé et chiffré, que nous allons défendre auprès des élus de la Ville de Paris en nous appuyant notamment sur le vœu de soutien à Cuba déposé au Conseil de Paris. Notre objectif est de relancer l'envoi de matériel, des échanges de technicité et une coopération sur le long terme. Nous comptons poursuivre le travail internationaliste dans le cadre des campagnes de solidarité avec

Cuba de manière plus générale et bien évidemment continuer à approfondir les échanges entre nos organisations à l'image du débat international que nous organisons ce 12 septembre à la Fête de l'Humanité où une délégation de la CTC sera présente, mais également le 3 octobre pour le 80^e anniversaire de la Fédération Syndicale Mondiale où nous accueillerons à nouveau nos camarades cubains entre autres.

Un mot de conclusion ?

CGT FTDNEEA- Cette délégation fut une véritable école de la vie et nous encourageons tous les militants de la CGT et particulièrement sa jeunesse à aller sur place, à développer ses propres projets de coopération avec ses secteurs homologues et de voir qu'il y a un autre monde possible que celui que nous promet nos bourgeoisies occidentales à l'heure où les budgets militaires sont doublés, nos conquies sociaux liquidés et le racisme diffusé à large échelle par l'hégémonie culturelle dominante pour diviser notre classe.

No Other Land

Basel Adra, Hamdan Ballal, Yuval Abraham (réal.)



Depuis plus de 5 ans, Basel Adra, un activiste palestinien en Cisjordanie, filme l'expulsion de sa communauté par l'occupation israélienne qui détruit progressivement les villages et chasse ses habitants. Il rencontre Yuval, un journaliste israélien, qui le soutient dans ses démarches. Une amitié inattendue voit le jour. Ce film réalisé par un collectif palestinien-israélien de quatre jeunes

militants a été réalisé comme un acte de résistance créative sur la voie d'une plus grande justice.

Documentaire, 2024, 1h35

Au nom du temple. Israël et l'arrivée au pouvoir des juifs messianiques

Charles Enderlin



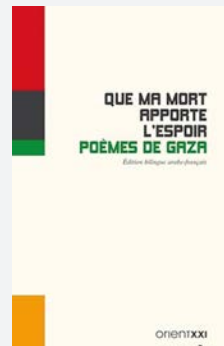
Plongeant ses sources dans la haute antiquité biblique, le fondamentalisme messianique juif a pris son essor en juin 1967, après la conquête de la Cisjordanie et surtout du Haram Al-Sharif, le troisième lieu saint de l'Islam, là où se trouvait le mont du Temple du Judaïsme. Les disciples de ce sionisme religieux, alliés à la droite nationaliste, s'opposent à toute concession territoriale. Dans cette enquête fouillée et engagée, Charles Enderlin décrit la lente dif-

fusion de l'idée messianique et son corollaire, le développement de la colonisation juive en Cisjordanie, qui rend impossible toute solution à deux États. Un nouvel Israël, illibéral, est en train de naître, menant le Proche-Orient à un point de non-retour. Un essai indispensable pour comprendre la politique israélienne contemporaine.

Points, 2023, 504 p.

Que ma mort apporte l'espoir. Poèmes de Gaza

Collectif



Bouleversants de courage et d'humanité, les cinquante textes qui composent ce recueil témoignent de la force de la poésie, forme privilégiée de la culture arabe, et confirment que la vie finit toujours par l'emporter sur la mort : « Car

nous aimons la vie, disait Mahmoud Darwich, poète emblématique de la Palestine, pour peu que nous en ayons les moyens. »

Libertalia, 2024, 232 p.

Pense aux autres

Mahmoud Darwich

Quand tu prépares ton petit-déjeuner,
pense aux autres.
(N'oublie pas le grain aux colombes.)
Quand tu mènes tes guerres,
pense aux autres.
(N'oublie pas ceux qui réclament la paix.)
Quand tu règles la facture d'eau,
pense aux autres.
(Qui têtent les nuages.)
Quand tu rentres à la maison, ta maison,
pense aux autres.
(N'oublie pas le peuple des tentes.)
Quand tu comptes les étoiles pour dormir,
pense aux autres.
(Certains n'ont pas le loisir de rêver.)
Quand tu te libères par la métonymie,
pense aux autres.
(Qui ont perdu le droit à la parole.)
Quand tu penses aux autres lointains,
pense à toi.
(Dis-toi : Que ne suis-je une bougie dans le noir ?)



+ d'informations sur
cnfpt.fr



Pensez formation,
découvrez notre

OFFRE
DE SERVICE